

# la nouvelle lettre

Directeur de la publication : Jacques GARELLO

Commission Paritaire : 0113 K 87909 - ISSN : 1951-4727  
Dépot légal : à parution

N°1122 du 16 juin 2012 | [www.libres.org](http://www.libres.org)  
1981-2012 | 31ème année de parution

Hebdomadaire 1,50€



## SOMMAIRE DU N°1122

**EDITORIAL** : C'est maintenant ou jamais pp. 1-2

**CONJONCTURE** : Le retour des faux prix pp. 3-4

**ACTUALITÉ** : Les Salafistes réduiront-ils les Tunisiens en esclavage ? p. 4 - Rio + 20 c'est plutôt Rio - 20 p. 5 - Hollande à la tête du Club Med p. 5

**CONNAISSANCE DU LIBERALISME** : p. 6-7

**LU POUR VOUS** : livres, articles et sites p. 8

## C'EST MAINTENANT OU JAMAIS

Nous voici donc sous monopole socialiste. Nous aurons le choix entre désordre et délire. Mais c'est l'affaire de la gauche. Pour une fois on ne pourra pas incriminer l'ultra libéralisme, et le pouvoir hégémonique sera tenu pour seul responsable de la crise qui va venir et des mesures qu'elle appellera, bon gré mal gré.

J'ai déjà dit que les libéraux doivent tirer parti de cette période de jachère pour reconstituer leur force, se réorganiser et éclairer l'opinion publique. Celle-ci sera très vite désorientée par les initiatives du nouveau pouvoir, les promesses électorales s'étant envolées et les réalités économiques et sociales stupidement ignorées se révélant au grand jour.

J'insiste sur la nécessité de se mettre à l'œuvre dès maintenant. La relance libé-

rale, c'est maintenant ou jamais.

C'est maintenant qu'il faut ramener à la raison une droite politicienne qui s'est embourbée depuis des décennies dans un étatisme et un conservatisme qui ont interdit les vraies réformes qu'appelle notre pays depuis un demi-siècle, comme celles qui concernent la Sécurité Sociale, l'Education Nationale, le logement, les collectivités locales, etc.

Qu'on le veuille ou non l'UMP, devenue l'Union de la Minorité Parlementaire, supportera difficilement le premier choc. Il m'étonnerait qu'elle explose, car elle détient le trésor de guerre, que l'Etat dispense généreusement aux partis existants. Pas d'UMP, pas d'argent pour financer les municipales qui se profilent. >>

### BULLETTIN D'ABONNEMENT

- s'abonne à la formule postale pour 20 numéros (35 €) ou 40 numéros (60 €)  
 s'abonne à la formule électronique (format PDF) pour 40 numéros (40 €)  
 envoie une liste de personnes pour un service gratuit de 4 numéros dans le cadre de la formule  postale ou  électronique.

Merci de libeller vos chèques à l'ordre de la SEFEL et de nous les faire parvenir à l'adresse suivante :

**SEFEL chez ALEPS, BP 80026, 13545 Aix en Provence Cedex 4**

M  Mme  Mlle  NOM..... Prénom.....

Adresse .....

Code postal ..... Ville..... Courriel .....

**sefel**

**SOCIETE D'EDITION ET DE FORMATION ECONOMIE ET LIBERTE**

Chez ALEPS, BP 80026, 13545 Aix en Provence Cedex 4 - Tél. : 01 43 80 55 18

[www.libres.org](http://www.libres.org)

## C'est maintenant ou jamais (suite)

Mais sans exploser, l'UMP subira les affres de la défaite, depuis la querelle des chefs (moins drôle d'ailleurs que celle qui s'est installée à gauche), jusqu'à l'impossibilité de choisir entre des « courants » qui opposent droite populaire, sociale, réformatrice, centriste, souverainiste. Cette droite a hérité du gaullisme la manie du rassemblement, qui n'est qu'une façade parce qu'elle signifie l'absence de doctrine et la cohabitation de gens que rien ne rapproche, si ce n'est l'attrait du pouvoir.

Maintenant nos chers élus ou battus vont devoir passer aux choses sérieuses. Leur seule chance de survie à moyen terme est de se donner un programme de réformes inspirées par une vision cohérente de l'avenir de la France.

Le calendrier de la classe politique nous donne rendez-vous à la rentrée. Je ne pense pas qu'il soit prudent de leur laisser ce délai de viduité. De quoi vont-ils accoucher ? Ils ne le savent pas eux-mêmes, ayant été sevrés depuis 2002 de toute réflexion doctrinale. Il nous importe donc de préparer le terrain en les invitant à visiter la boutique libérale pour qu'ils y prennent quelques idées et y forgent quelques convictions.

La sollicitude dont nous entourons la classe politique déchue ne doit pas faire oublier que la cible principale des libéraux, aujourd'hui comme hier, demeure la société civile. L'opinion publique elle aussi va être déçue et désorientée.

Déçue : par ignorance, légèreté ou aveuglement idéologique elle ne savait pas ce qu'était le socialisme. Elle n'en connaissait qu'une version douce, l'étatisme de Chirac et Sarkozy. Maintenant elle va comprendre de quoi il s'agit réellement.

Désorientée : quelle alternative ? Les gens veulent-ils retourner à la politique de Sarkozy ? Les Français vont-ils patiemment attendre les prochaines échéances électorales pour retrouver quelque espoir ? L'alternance est-elle un espoir ? Non : elle est devenue une routine, que l'on habille en « démocratie ». Les Français pourraient se contenter de l'alternance, si rien ne leur était proposé. Nous leur proposerons la rupture.

Nous leur proposerons la libération des chaînes de l'Etat. Il nous faudra faire effort de présentation, d'information et de formation, nous y sommes préparés. L'expérience des premières années Mitterrand montre qu'en quelques mois seulement tous les gens peuvent se trouver un intérêt soudain pour un discours et des solutions qu'ils n'avaient plus entendu depuis longtemps : le libéralisme.

*“ Pas d'alternance mais une rupture ”*

Donc, c'est maintenant que les libéraux doivent offrir à la classe politique et à l'opinion publique de quoi rendre espoir. Personne ne fera le travail à notre place. Encore faut-il que nous ayons les moyens de ce travail.

Le premier moyen est la coordination des efforts. L'ALEPS entretient des relations suivies et profondes avec tous ce que la France compte de vrais libéraux, nul esprit de chapelle n'a germé. L'Université d'Eté de la Nouvelle Economie est de ce point de vue exemplaire ; depuis plus de 30 ans elle est une rencontre natio-

nale et internationale de ceux qui forgent et diffusent les idées de la liberté. Elle vous est présentée dans cette Lettre, vous réserverez vos dates du 26 au 29 août.

Un deuxième moyen est la diffusion des argumentaires libéraux. Votre Nouvelle Lettre en fait partie et la SEFEL va éditer plusieurs des séries publiées naguère.

Enfin, le troisième moyen est celui qui doit régler le problème de nos relations avec la classe politique : des clubs libéraux locaux doivent se créer, sur le modèle des cercles Idées Action inventés par Alain Madelin, unissant responsables de la société civile et membres de la classe politique.

*“ S'engager pour s'exprimer ”*

Mais toutes ces belles intentions ne pourront se concrétiser durablement que si nous collectons des espèces sonnantes et rébuchantes qui, sans atteindre les montants que l'Etat alloue aux partis avec notre argent de contribuables, doivent cependant nous permettre d'avoir un écho dans les médias locaux et nationaux.

Ceux d'entre vous qui sont persuadés que c'est maintenant ou jamais, doivent aussi se dire que c'est maintenant ou jamais qu'ils doivent s'engager, par leur participation, leur témoignage, leur réflexion, et leur amitié.

**Jacques Garello**

## LE RETOUR DES FAUX PRIX

Bien sûr, nous ne sommes pas en 1945 et on n'assiste pas à un blocage général des prix. Mais on pré-pare l'opinion à l'idée que, seul, le gouvernement, connaît le vrai prix. Lui seul pourrait les empêcher de monter (d'où les projets concernant les loyers ou le prix de l'essence) ou de baisser (hausse du SMIC), ou d'atteindre un niveau jugé excessif (salaires des patrons du secteur public ou honoraires médicaux). C'est un mauvais signal envoyé à l'économie : si les prix sont fixés arbitrairement en fonction de l'humeur du prince : ils ne jouent donc aucun rôle économique. Or, sans liberté des prix, le marché ne fonctionne plus. Mais c'est aussi une imprudence politique : les Français ne cesseront de protester contre des prix jugés tantôt trop bas, tantôt trop élevés.

### Les loyers, l'essence, les honoraires médicaux...

En juin 1945, une ordonnance avait fait du contrôle des prix et de leur fixation autoritaire la règle, la liberté étant l'exception. Il a fallu attendre l'ordonnance Balladur du 1er décembre 1986, pour que cesse un régime de prix contrôlés, avec des périodes plus dures (blocage) et d'autres plus souples (hausses limitées). Depuis, la quasi totalité des prix industriels est libre, ainsi qu'une grande partie des prix des services, surtout depuis l'ouverture à la concurrence des services publics. La règle est devenue la liberté, en dépit de nombreuses exceptions concernant certaines professions fermées.

Avec l'alternance politique, on peut se demander si l'on n'est pas reparti en sens inverse. Certes, pas question pour l'instant d'un blocage général, mais les alertes sont nombreuses. François Hollande avait déjà annoncé un blocage provisoire des prix de l'essence ; il n'est pas encore en place, car on découvre que des prix libres peuvent aussi baisser...et que les bloquer empêcherait la baisse. Les loyers sont dans le collimateur : il faut empêcher leur hausse « excessive » au moment d'un changement de locataire. On va les encadrer. Mais déjà certains proposent un blocage général de tous les loyers.

Voilà que l'on s'attaque également aux honoraires libres des médecins du secteur II, et l'ordre des médecins lui-même souhaite limi-

ter les dépassements « excessifs » d'honoraires. A quand le retour généralisé aux seuls tarifs de la Sécu ?

Comme l'imagination des politiques est sans limite, on va trouver peu à peu d'autres secteurs où « les prix sont trop élevés ». Au Moyen-âge, on a cru que le calcul du juste prix était si complexe que Dieu seul pouvait le calculer, d'où le recours, avec l'école de Salamanque au XVI<sup>e</sup> siècle, au prix du marché concurrentiel comme juste prix. Voici donc que nos politiques se prennent pour Dieu et calculent eux-mêmes le juste prix.

### Et les facteurs de production

Mais il n'y a pas que les prix des biens et services qui sont concernée. Le prix des facteurs de production (capital, travail) est également visé par les dirigistes. Pour le capital financier, il y a longtemps que les banques centrales manipulent le taux d'intérêt et les politiques ont même inventé le prêt à taux zéro. Pour le travail, nous avons expliqué il y a quinze jours que le SMIC était un faux prix du travail, un salaire artificiellement fixé. Voilà que non content de donner un coup de pouce au SMIC, le nouveau gouvernement propose aussi un salaire maximum : on commence par les patrons de groupes publics, en plafonnant le salaire du PDG à vingt fois le salaire le plus faible : on a donc un prix minimum et un prix maximum !

Toutes ces dérives conduisent à créer de « faux prix », qui induisent de mauvaises décisions. Nos diri-

geants, actuels et passés, ne le savent pas, et voient dans le prix une variable électorale, pour se rendre plus populaire. En fait, les prix sont au cœur du marché ; leur liberté est essentielle, pour qu'ils puissent jouer leur rôle d'information, d'incitation, de régulation.

### Le prix : information, incitation, régulation

Il faut rappeler que le prix est avant tout un élément d'information sur la situation présente ou future du marché : il traduit les rapports entre l'offre et la demande. Un prix qui monte envoie un signal : il y a excès de demande ou insuffisance d'offre, donc pénurie potentielle. Un prix qui baisse, c'est l'inverse : excès d'offre, insuffisance de demande, donc surproduction potentielle. Voilà pour le signal. Sans prix libre, avec des prix arbitraires (les « faux prix » de Jacques Rueff), le signal d'alerte ne fonctionne plus.

Mais une information est destinée à quelqu'un : l'entrepreneur est là pour être vigilant et décoder les signaux des marchés ; il constate ici une pénurie, puisque le prix monte et est incité à offrir davantage, puisque les opportunités de profits sont plus fortes. Là le prix baisse, on offre déjà trop, les opportunités diminuent et l'entrepreneur est incité à quitter ce produit ou ce secteur pour aller ailleurs. Le consommateur lui aussi réagit au signal de prix. Les uns et les autres comparant les prix relatifs, c'est-à-dire d'un produit par rapport à un autre. >>



## Le retour des faux prix (suite)

Cette mécanique des prix relatifs est l'élément régulateur du marché ; pas besoin de l'Etat ici, le marché se régule lui-même. Une pénurie fait monter le prix, décourage les clients encourage les offreurs et la pénurie disparaît ; et inversement en cas de baisse des prix. Mais ce n'est pas un « équilibre » qui est atteint, car les goûts, les revenus, les marchés, les produits changent et les prix ne cessent de varier, appelant une adaptation permanente de la production à la consommation (et réciproquement). Bloquer les prix c'est paralyser l'économie dans un monde changeant.

### Contrôler les prix crée des déséquilibres et ne réduit pas l'inflation

Les conséquences du contrôle des prix, de ce gel de l'économie, sont connues. Si le prix est bloqué à un niveau trop bas, les produits disparaissent des étagères ; s'ils sont bloqués à un niveau trop

élevé (prix agricoles garantis), c'est la surproduction qui menace.

Le salaire minimum crée du chômage : c'est bien payé, mais on ne trouve pas d'emplois ; les manipulations des taux d'intérêt provoquent un gaspillage des ressources financières. Bloquer le prix des loyers, c'est tuer l'incitation à investir dans l'immobilier locatif et créer, à coup sûr, la pénurie de logements. Les loyers sont bas, mais on ne trouve pas à se loger.

Restent deux objections.

La première est qu'il y aurait des prix « injustes », trop élevés ou trop faibles. Qui peut en juger ? Seuls les clients et les entreprises peuvent le dire, à condition que le marché soit libre, ouvert, sans fraude, sans manipulation, comme on disait chez les scolastiques tardifs, c'est-à-dire concurrentiel. Un monopole public et protégé durablement de toute concurrence, fixe des prix injustes.

Deuxième objection : l'inflation. Elle est injuste car spoliatrice. Ici, la hausse des prix est générale, car c'est le prix de la monnaie qui a baissé (trop d'émission). Cependant, l'inflation transmet une autre mauvaise information : la valse des étiquettes fait que plus personne ne s'y retrouve et les bases du calcul économique sont faussées. Voilà pourquoi la « vérité des prix » exige la stabilité de la valeur de la monnaie. Bloquer les prix pour lutter contre l'inflation ne sert à rien, sauf à accentuer les déséquilibres ; seule une maîtrise de la création monétaire peut empêcher l'inflation. Avec une création monétaire modérée, une saine concurrence et des prix libres, les prix sont beaucoup plus « sages » qu'en étant artificiellement contrôlés.

Jean Yves NAUDET

## Les Salafistes réduiront-ils les Tunisiens en esclavage ?

*Ils ont manifesté ouvertement et violemment leur désir d'imposer la charia*

La situation en Tunisie a de quoi inquiéter. La violence avec laquelle des commandos de salafistes ont dévasté une exposition d'art moderne dans le quartier bourgeois de La Marsa a conduit le gouvernement à instaurer un couvre-feu. Les scènes d'émeute et de pillages ont repris, après quelques mois d'accalmie. Tout cela non seulement ressemble à une guerre civile ou à du terrorisme, mais ruine aussi le pays dont les principales ressources ont été jusqu'à présent le tourisme et la sous-traitance industrielle : les étrangers tournent désormais le dos à un pays marqué par l'insécurité et le fanatisme.

Tout cela n'est pas le fruit du hasard. Les salafistes, ici comme

ailleurs, veulent transformer les pays arabes en théocraties, et faire de la religion la seule référence, la seule autorité acceptée dans le pays. Ils ont trois adversaires : les laïcs (ce qui explique les attaques contre les syndicats tunisiens de gauche), les libéraux (ce n'est pas par hasard que les incidents sont maintenant dans les beaux quartiers comme La Marsa ou La Goulette), et les islamistes au pouvoir (le parti Ennahda) qui tarde trop à engager le pays dans la voie de l'Etat religieux.

Le pouvoir est mal placé pour résister aux salafistes, parce qu'il est lui-même issu d'une réaction religieuse contre l'Occident que la propagande

islamiste a présenté comme avili et corrompu, sous les traits de Ben Ali et sa famille. De plus, l'émancipation des femmes tunisiennes, grande victoire de Bourguiba, rend l'application de la charia plus difficile. « L'atteinte au sacré est une ligne rouge » a déclaré le ministre des affaires religieuses : position qui fait bon marché de la liberté religieuse, et qui tourne le dos aux principes de la démocratie dont on célébrait naguère la victoire en Tunisie.

Le drame est non seulement pour le peuple tunisien, mais aussi pour tous les peuples arabes qui sont en train de voir le printemps virer au cauchemar du fanatisme et de la barbarie. •

## Rio + 20 c'est plutôt Rio - 20

*La grand'messe des écologistes au Brésil ne fait pas recette*

Bien sûr les médias couvriront l'évènement. Bien sûr on nous rebattra une fois de plus les oreilles avec le réchauffement climatique, la déforestation, l'épuisement des ressources naturelles, les énergies nouvelles, la pollution. En accusation la mondialisation, le capitalisme, la loi du profit, la productivité.

Oui, mais ça ne donnera pas à la conférence de 2012 l'éclat de celle de 1992, vingt ans plus tôt (ce pourquoi l'évènement - débutant au demeurant le 20 - a été baptisé Rio + 20).

Certes, il y aura 133 chefs d'Etat et de gouvernement, précise Le Monde d'avant-hier (14 juin), mais il n'y aura ni Obama ni Merkel, alors même qu'il y a un G20 à deux pas de là au Mexique. Notre François, lui, sera présent.

**L**es négociations seront « difficiles » titre le journal. De quoi s'agit-il ? D'une part

certains voudraient mettre en place une « gouvernance mondiale du développement durable », mais à qui la confier, avec quels pouvoirs et quels pays l'acceptant ? Etats-Unis, Chine et Russie ne veulent pas en entendre parler. La France, de son côté, propose une Organisation Mondiale de l'Environnement qui remplacerait le Programme des Nations Unies pour l'environnement, qui manque de moyens et d'autorité. Mais qui en voudra ?

D'autre part, c'est la « croissance verte » qui est en débat, c'est-à-dire l'obligation pour tous les pays de se donner une réglementation protectrice des pollutions, limitant la croissance quand elle compromet l'environnement (cas des réserves pétrolières sous les calottes polaires). La présidente brésilienne, soutenue par les Chinois, estime ce type de projet « fumeux ou fantaisiste ». Les pays émergents se trouvent ici en

opposition radicale avec les pays développés ; sur 329 paragraphes d'un nouvel accord, 70 seulement sont acceptés.

**Q**ue se passe-t-il vingt ans après le Sommet de la Terre, et que reste-t-il de l'altermondialisme ? Il se passe d'abord que tous les pays développés sont frappés par la crise financière et budgétaire, et que la croissance économique naguère honnie est maintenant souhaitée. Il se passe ensuite que les pays émergents ont hâte de réussir et ne veulent pas s'encombrer de responsabilités écologiques de nature à freiner leur croissance : la priorité est de sortir les peuples de la misère.

Que reste-t-il vingt ans après ? Le message politique à l'origine de Rio 1992 : le désir de revanche sur le capitalisme qui anime les marxistes anéantis par la chute du mur de Berlin. •

## Hollande a la tête du Club Med

*Le Président français veut affranchir les pays du Sud de la tutelle allemande*

Nicolas Sarkozy avait découvert sur le tard (sur le trop tard) certaines des vertus économiques et morales des Allemands. François Hollande nourrit à l'égard de l'Allemagne et de sa chancelière une hostilité maintenant ouverte.

**D**ans la perspective du sommet européen des 29 et 30 juin, il cherche des pays alliés. Le premier est naturellement l'Italie, que la France a rejointe dans le camp des débiteurs structurels : nous retirons des fonds européens davantage que ce que nous leur apportons. L'idéal serait donc de constituer

le syndicat des cigales, le cartel de ces pays que les Allemands considèrent comme « le club Med » : incapables de maîtriser les dépenses publiques, condamnés à emprunter à la grande fourmi allemande.

Avec Mario Monti, Hollande a évoqué les deux mesures capables de « sauver l'euro », mais surtout d'effacer l'ardoise : d'une part émission des euro-bons, d'autre part révision des statuts de la BCE pour en faire le « prêteur en dernier ressort », c'est-à-dire accentuer la dérive monétaire susceptible de nous valoir une inflation généralisée. Ils

savent ici compter sur la complicité de Mario Draghi, peu regardant sur les crédits à accorder.

**L**e Club Med n'a pourtant que des chances limitées de réussir. Beaucoup d'autres pays, comme les Scandinaves, les Polonais, les Tchèques, sont en rang serré derrière l'Allemagne. Parmi les pays du Sud, l'Espagne de Rajoy veut se mettre au régime sec. Les socialistes allemands eux-mêmes, bien que sollicités par François Hollande, sont sous la pression d'une opinion publique qui n'entend pas perdre son avance pour secourir des grabataires. •

*Le libéralisme est souvent présenté sous une forme caricaturale. J'essaie de rétablir la vérité : non, le libéralisme n'est pas la loi du plus fort, non la propriété n'est pas le vol, non l'intérêt personnel n'est pas l'égoïsme, non l'inégalité n'est pas l'injustice.*

*Au chapitre de l'immoralité, il est reproché au libéralisme d'avilir les êtres humains en les rendant esclaves de la « société de consommation ».*

## L'avoir et l'être

« La société de consommation a privilégié l'avoir au détriment de l'être ».

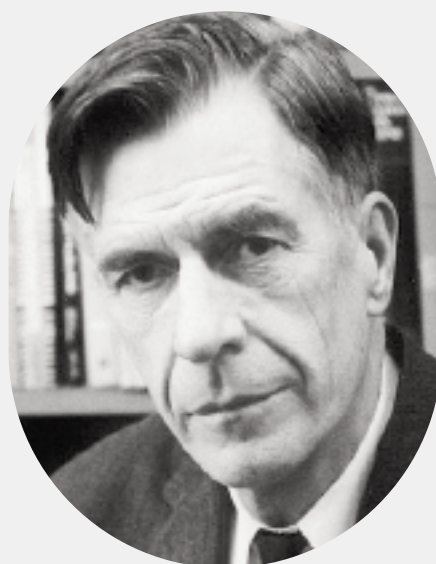
La sentence de Jacques Delors mérite d'être commentée, car elle dit tout et son contraire.

Au premier degré, il s'agit d'une attaque contre le libéralisme : la recherche de la rentabilité et de la productivité aboutirait à déposséder l'être humain de sa personnalité (être) pour le rendre esclave de la consommation (avoir). Le libéralisme serait aliénation, servitude. L'abondance de toutes choses dégraderait les vertus morales. Le libéralisme serait corrupteur.

Mais il s'agit aussi d'une curieuse conception de l'être humain, emporté dans la spirale sociale, privé de toute volonté, de toute autonomie, incapable de braver les interdits ou les pulsions de la société. Alors est-ce l'homme qui a changé de nature en consommant, ou est-ce la société qui a emporté l'homme dans le matérialisme ? Responsabilité personnelle ou collective ?

## Consommation subie ou consommation choisie

L'esclavage de l'homme pourrait venir de la pression exercée par les producteurs sur les consommateurs, notamment à travers la publicité. Celui qui serait sponta-



John Kenneth Galbraith  
1908-2006

nément porté vers une vie d'équilibre et de modération en serait rendu incapable par le matraquage publicitaire dont il est l'objet. Il consomme, surconsomme, s'endette, se surendette. Il n'est pas jusqu'au keynésianisme, pourtant aux antipodes du libéralisme, pour expliquer que consommer est un devoir, un bienfait social, parce que la dépense, même inconsidérée, crée des emplois et des richesses. C'est le sens de la Fable des Abeilles de Mandeville.

L'être humain ne serait-il qu'un jouet entre les mains des magiciens de la publicité et des mass media ? C'est ce qu'a prétendu John Kenneth Galbraith : « Ce sont les entreprises qui imposent des produits aux consommateurs, et non l'inverse ».

Heureusement il n'en est rien. La publicité est avant tout une information sur les services rendus par un produit. L'information sur le produit fait partie du produit, et le producteur n'a aucun intérêt à tromper durablement tous les consommateurs. Certes, les études de marché ont pour but de mettre en avant ce qui a le plus de chance de plaire au client. Mais c'est le sens de l'économie et de l'entreprise que de répondre aux insatisfactions. Si la publicité est mensongère, le client finira bien par s'en apercevoir. Sans doute essayer un produit pour s'apercevoir qu'il n'est pas celui que l'on désire engendre une dépense et un gaspillage, d'autant plus dommageables que le produit est cher. Voilà pourquoi l'acheteur d'une automobile n'est pas aussi influençable que l'acheteur d'une poudre à laver ; il cherchera à confronter l'information donnée par le constructeur avec celle qu'il peut trouver dans son entourage, dans des revues spécialisées, auprès d'autres utilisateurs. Dès lors, la consommation est bien l'objet d'un libre choix.

## La liberté du choix

C'est le titre d'un ouvrage célèbre de Milton Friedman. Si la société de consommation et l'économie de marché sont l'objet de tant d'attaques, c'est que trop de beaux esprits s'arrogent le droit de dire ce qui est bien et ce qui est mal, de ranger les consommations nécessaires de celles qui ne le sont pas. Il y a le nécessaire et le superflu.



Mais qui est capable de définir le superflu ? Le superflu de l'un peut être tenu pour nécessaire par l'autre. Et, suivant les circonstances, je tiendrai demain pour superflu ce qui me semble aujourd'hui nécessaire. Ai-je besoin de lunettes de soleil les jours de pluie ?

En fait, ceux qui se proposent et se permettent de juger les choix des consommateurs sont hostiles à la liberté du choix ; ils ne veulent pas admettre la subjectivité des décisions individuelles.

Ainsi les choix de consommation sont-ils l'expression de la personnalité. Cela est visible même dans des communautés réduites comme la famille, où il pourrait y avoir un mimétisme niveleur. Trois frères peuvent pratiquer trois sports différents. L'un claque tout son argent, l'autre fait construire une maison, un troisième collectionne les objets de luxe.

En ce sens il est impossible d'opposer l'avoir et l'être. Car ce que je consomme (avoir) est un reflet de mes goûts (être). Et ce que je possède (avoir) n'est en général que le résultat de mes talents personnels (être).

## **La liberté et le marché limitent la corruption**

La vertu morale du marché est de rendre les hommes responsables de leurs décisions. Ils ne peuvent consommer que sur la base des services qu'ils ont eux-mêmes rendus. Nous sommes tous simultanément consommateurs et producteurs.

Cette correspondance entre libres choix et justes rémunérations est brisée dans plusieurs cas, qui pré-



**Milton Friedman**  
1912-2006

cisément sont éloignés de la logique de l'échange marchand. Il y a le cas de celui qui consomme plus que ce qu'il a produit : il vit à crédit – ce qui n'est pas une vie. Il y a le cas de celui qui sans produire a de l'argent pour consommer : il bénéficie d'une redistribution du « droit à consommer » qu'est l'argent. Il y a enfin et surtout le cas des économies dirigées, où ne peut vivre dans l'aisance qu'une nomenclatura politique et bureaucratique. Ici c'est le règne du marché noir, des prévarications, des spoliations : oui, vraiment, il s'agit d'une société où l'être est sacrifié sur l'autel de l'avoir. Mais voilà : ce n'est pas une société de liberté.

## **La liberté ordonnée à la dignité**

En fait, ce que Jacques Delors déplore, c'est que les choix de consommation puissent modifier la personnalité des êtres humains, jusqu'à la ruiner. Ce risque est réel, mais c'est le risque de la

liberté : nous avons le choix entre nous épanouir et développer nos vertus morales et spirituelles, ou nous avilir et cultiver nos vices.

Sans doute les habitants des pays pauvres n'ont-ils pas, ou pas autant, à gérer ce dilemme de la consommation qui détruit. La « société de consommation » suppose un niveau de développement et de croissance qui donne le choix aux consommateurs, c'est déjà mieux que rien.

Que les personnes fassent de mauvais choix, considérés en tout cas comme tels dans une perspective morale traditionnelle, c'est encore et toujours le corollaire de la liberté. Dans cette perspective, on peut certainement condamner certaines consommations (de drogue par exemple) qui transforment l'homme libre en esclave dépendant. On peut aussi regretter qu'une partie importante du budget passe en consommations « subies » ou mimétiques (avalanches de jouets, énormes voitures, etc.).

Mais ce sont alors les qualités personnelles qui font défaut. L'éducation n'a pas été adaptée à la liberté nouvelle : les « nouveaux riches » n'ont pas encore maîtrisé la liberté qui leur est offerte par le progrès économique. Beaucoup de gens ne savent pas encore que la liberté a pour prolongement la responsabilité, et que la liberté n'a pas été inscrite dans notre nature pour nous faire revenir à l'état animal. La liberté est faite pour que nous soyons un peu plus humains, un peu plus dignes. Il faut parfois toute une vie, ou plusieurs générations, pour le comprendre. Être plus en ayant plus : tel est le défi, il est moral et personnel. •



## Renaissance et rencontre des libéraux français :

C'est la 33ème Université d'Été de la Nouvelle Économie

26-29 Août 2012, Aix en Provence

### Libre échange et Progrès Social

Pourquoi ce thème pour la grande rentrée du libéralisme ?

Parce que le protectionnisme a fait l'unanimité des programmes et des discours des candidats à l'élection présidentielle. L'attaque a été menée avec les arguments imparables : la concurrence des étrangers est déloyale, à cause du dumping social, du dumping fiscal, du dumping environnemental. Voilà pourquoi les entreprises françaises se délocalisent. Voilà la source du chômage et de la perte du pouvoir d'achat.

Tout cela relève de la pure fiction et d'une idéologie dépassée. Non seulement le libre échange crée la prospérité, le développement et la croissance, mais il est aussi source de progrès social, il améliore le pouvoir d'achat, crée des emplois et réduit les inégalités.

Le libre échange conduit les gouvernements, contre leur gré, à libéraliser l'économie. C'est de la pression européenne et mondiale que la France en viendra aux solutions libérales.

Se rendre aux exigences du libre échange, c'est se mettre à l'heure du libéralisme. C'est « maintenant ou jamais ».

Le programme détaillé de cette Université d'Été vous sera indiqué dans une prochaine Lettre, mais vous pouvez en prendre connaissance tout de suite sur internet [www.summeruniv.com](http://www.summeruniv.com), site où vous trouverez aussi les conditions d'inscription et où pourrez vous enregistrer.

Les libéraux, que j'ai l'honneur de fédérer au sein de l'ALEPS et autour de l'ALEPS, ne reçoivent aucune aide ni subvention. C'est une garantie de leur indépendance mais pas de leur succès.

Pour assurer une rentrée flamboyante du libéralisme en France, je vous demande donc un effort exceptionnel. Je sais que pour beaucoup d'entre vous l'abonnement à la Nouvelle Lettre et la cotisation à l'ALEPS représentent déjà un sacrifice important. D'autres sont très sollicités pour de nobles causes. Je suis persuadé cependant que parmi vous nombreux sont ceux qui sont prêts à faire un effort particulier.

Cet effort peut être celui de venir à Aix, pour tout ou partie de l'Université. Il peut aussi consister à prendre une inscription normale (150 €) ou de soutien (300 € ou plus), en échange de quoi le DVD sur cette Université leur sera envoyé. Dans les deux cas vous pouvez adresser un chèque à l'ordre de l'Université d'Été c/o ALEPS BP 80026, 13545 Aix en Provence Cedex 4 ou à l'ALEPS, 35 avenue Mac Mahon, 75017 Paris.

Seul le début est difficile. Poussez un peu la voiture libérale pour qu'elle démarre : elle n'a pas roulé depuis dix ans au moins.

Jacques Garelo

## Les Echos

Le Quotidien de l'Économie

### Halte à la richophobie

Sous ce titre, le quotidien économique, dans sa rubrique « Livres », rend compte de l'ouvrage, déjà célèbre de Jean Philippe Delsol et Nicolas Lecaussin « A quoi servent les riches ».

Le titre est très bien choisi au moment où les premières mesures fiscales annoncées par le gouvernement Ayrault sont dirigées contre les hauts revenus, les successions et les salaires des directeurs.

La conclusion de Julien Damon, professeur associé à Sciences Po, auteur de l'article, est particulièrement bien venue : « *La lecture de ce livre amène à une observation générale. Les socialistes estiment que les riches ont besoin des pauvres. Les libéraux pensent, à l'inverse, que ce sont les pauvres qui ont besoin des riches. Une symétrie de pensée qui débouche sur un antagonisme politique majeur. Ce qui fait de cet essai plus qu'une simple provocation.* »

Les Echos, 14 Juin 2012

## LE FIGARO

### Amnistiez les capitaux exilés

C'est ce qu'avaient fait avec succès Antoine Pinay en 1952, puis Silvio Berlusconi en 2002. Mais n'est-il pas immoral de traiter ainsi avec des fraudeurs ?

C'est la question qu'a abordée Jean Philippe Delsol dans son article intitulé : « La morale et le pragmatisme fiscal sont-ils compatibles » ? Jean Philippe Delsol, avocat fiscaliste, a le mérite d'être administrateur de l'ALEPS et de l'IREF.

Les Suisses proposent à leurs partenaires étrangers l'accord « Rubik » qui consiste à taxer en Suisse les capitaux étrangers, puis à renvoyer le produit de cet impôt au pays d'origine du contribuable, sans dévoiler son nom.

Jean Philippe Delsol conclut : « *La fiscalité n'a pas pour objet de punir les contribuables pour leur comportement, mais de rapporter de l'argent au budget.* »

Le Figaro, 11 juin